

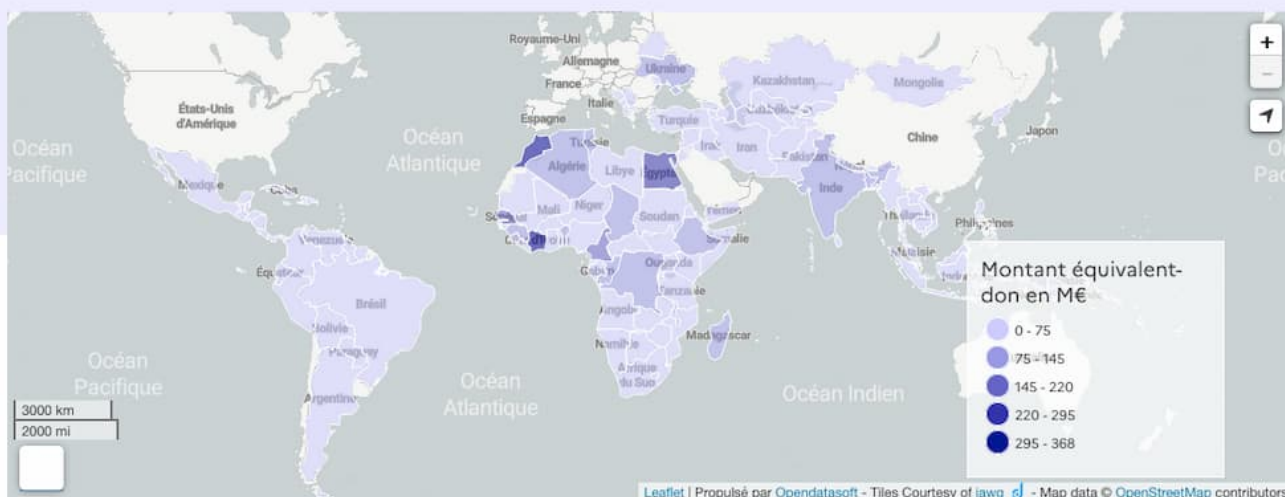
Accueil » Économie » Quand l'aide au développement profite à tout le monde... sauf à la France

## ÉCONOMIE

Accueil >

# L'aide publique au développement de la France

L'aide publique au développement (APD) est un ensemble de flux financiers ayant pour but de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement, en assurant un accès équitable aux ressources (eau potable, énergie...) et aux services de base (santé, éducation, logement décent...). La France est le 5e plus grand donateur de l'aide publique au développement mondiale et a consacré 13,9 Mds d'euros (0,48% du RNB) à l'APD en 2023.



En France, l'APD se décline en 24 programmes répartis en 12 missions gérés par 14 ministères.

## Quand l'aide au développement profite à tout le monde... sauf à la France

Dans sa dernière étude, Contribuables Associés critique l'efficacité de l'Aide publique au développement française en pointant la dispersion des actions, le manque de vision à long terme et des projets parfois inadaptés aux priorités réelles.

Par Frédéric Paya

Publié le 26 juin 2025 à 17h00

Partager cet article sur



# GÉOPOLITIQUE PROFONDE



« La création d'une station radio dans la région du Sahel pour encourager la jeunesse à s'exprimer, mais qui diffuse essentiellement de la musique », « Une école qui n'a pas accès à l'électricité reçoit un mixeur pour compléter une formation en préparation et conservation des aliments », « la livraison, en décembre 2021, d'équipements pour le futur centre de coordination du sauvetage maritime à Tripoli. Celui-ci n'est toujours pas opérationnel, et une photo montre des conteneurs verrouillés et inutilisés » ... Voici quelques exemples d'actions ne répondant pas vraiment à des critères de priorité relevés par [Jean-Paul Gourevitch](#) pour une étude de [Contribuables Associés](#) consacrée à l'[Aide publique au développement](#) (APD). Si cette association s'y est intéressée, c'est parce qu'elle a un coût certain pour les contribuables.

---

## A LIRE Les calculs de la Fondation Concorde qui plaident pour un basculement vers la capitalisation

---

Le début de cette étude rappelle la définition et les missions de l'APD. Un dispositif complexe « *qui relève d'un grand nombre d'acteurs : ministères, agence du groupe Agence française du développement, collectivités territoriales, associations et organisations de la société civiles, organisations internationales et fonds multilatéraux et Union européenne...* », relève l'auteur. Pour autant, peu de personnes s'intéressent vraiment à l'efficacité de l'APD. Sans doute parce qu'il y a un embrouillamini de données qui proviennent d'un peu partout et qui rend le travail quasi impossible.

## 24 programmes répartis en 12 missions et gérés par 14 ministères différents

Jean-Paul Gourevitch liste, en préambule, les quatre missions de l'APD dont le rôle est, comme l'[OCDE](#) le rappelle, « *de promouvoir le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement* » : financière, économique, technique et technologique. Les aides sont de deux types : bilatérales (pays donateur et bénéficiaire) et multilatérales (elles viennent des organisations internationales).

En France, le montant alloué à l'APD – 24 programmes répartis en 12 missions et gérés par 14 ministères différents – est passé de 10,3 milliards en 2018 à 15,1 milliards en 2022 (Emmanuel Macron voulait la passer à 21,4 milliards en 2025, objectif reporté à 2030). Il y a cinq axes prioritaires de la politique du développement : « *Climat et environnement (4,5 milliards d'euros), Égalité femmes-hommes (3,8 milliards d'euros), Éducation (1,3 milliard d'euros), Santé (947 millions d'euros) et Fragilités (101 millions d'euros)* », peut-on lire dans l'étude.

C'est l'AFD ([Aide française au développement](#)) qui est chargée piloter la politique extérieure française en matière de lutte contre la pauvreté et de soutien à la croissance des pays en voie de développement. « *L'Afrique, notamment subsaharienne est le continent privilégié par l'AFD, relève Contribuables Associés. 18 des 19 pays prioritaires sont situés sur ce continent.* » En 2023, elle a financé 1 000 nouveaux projets pour 13 milliards d'euros. Jean-Paul Gourevitch s'est livré à une analyse critique de l'AFD.

## 17 500 euros mensuels pour le directeur de l'AFD

Certes, il relève le salaire mirifique de son directeur (17 500 euros par mois), le nombre de salariés (2 800) et la masse salariale (403 millions), mais il préfère s'arrêter sur « *le manque d'envergure et de vision à long terme d'une politique trop prisonnière de l'urgence, la dispersion des actions dont certaines sont destinées à des concurrents voire des ennemis de la France ou s'inspirent d'une visée idéologique qualifiée par certains de « wokiste » plus que de la recherche d'une efficacité économique* » et le coût : « *au lieu de rapporter de l'argent à l'État, aux Français et aux entreprises, l'AFD ne cesserait de leur en coûter : 7 milliards depuis 2017.* » En cause, des prêts accordés à des taux très avantageux quand ce ne sont pas des dons (87,44 % selon le site [data.aide-developpement.gouv.fr](#) tandis que l'AFD annonce seulement 34,66 %).

Tout cela pour quelle efficacité se demande l'auteur : « *faire une analyse critique de l'APD française c'est à la fois s'interroger sur son importance par rapport aux autres et sur l'atteinte de des objectifs poursuivis* ». L'aide française représente 10 % de l'ADP internationale qui repose sur le développement des pays bénéficiaire, qui freinerait l'immigration tout en en minorant le coût pour les contribuables française, qui permettrait aux entreprises de conquérir de nouveaux marchés et à la France de rayonner. Avec des résultats ou bien contrastés ou nuls. Pour preuve : « *nos concurrents américains, européens ou chinois nous ont privés de 49 % des opérations que nous avons initiées et financées* », remarque Contribuables Associés. Pour quoi il est temps de changer de braquet pour « Aider moins et aider mieux ». Et l'association de proposer des actions concrètes et simples comme notamment la mise en place un mécanisme d'évaluation de l'APD et un désengagement des chantiers idéologiques ou improductifs, réduire l'aide aux pays avec qui la France se trouve en conflit, faire davantage de prêts et moins de dons.

Lire les commentaires (0)

### CES ARTICLES POURRAIENT AUSSI VOUS INTÉRESSER

1



"Je ne veux pas de bابتous en tête de ma liste", a déclaré le député et candidat LFI à la mairie de Toulouse François Piquemal - Valeurs actuelles

2



Val-d'Oise : un maire relaxé après avoir détruit avec des habitants un camp de Roms - Valeurs actuelles

3



Présidentielle 2027 : Dominique de Villepin, l'absurde alternative - Valeurs actuelles

4



Guerre en Ukraine : 40 000 obus tirés, un seul canon détruit... pourquoi le Caesar est l'arme miracle de Kiev - Valeurs actuelles

5



Vendôme : trois couteaux retrouvés sur un élève de primaire qui voulait tuer sa maîtresse - Valeurs actuelles

6



Guillaume Bernard : La fête de la musique ou le faite du mauvais goût - Valeurs actuelles



Vous devez être inscrit pour réagir : déjà inscrit ? [Connectez-vous](#) | nouveau ? [Créez-vous un compte](#)

0 commentaires

---

## LA BOUTIQUE

Valeurs actuelles Hors Série  
: Quand la France régnait  
sur le monde  
**11.90 €**

Valeurs actuelles Grands  
Débats : Le carrefour de la  
Droite  
**12 €**

Spectacle du Monde : Les  
leçons d'Hubert Védrine  
**11.90 €**

[Voir le produit](#)

[Voir le produit](#)

[Voir le produit](#)

## RUBRIQUES

[BOURSE](#)

[CULTURE](#)

[ÉCONOMIE](#)

[FAITS DIVERS](#)

[FORUM VA](#)

[HISTOIRE](#)

[FRANÇOIS BAROIN](#)

[CARRIÈRE](#)

[MONDE](#)

[POLITIQUE](#)

## LIENS UTILES

[PUBLICITÉ](#)

[CONTACTEZ-NOUS](#)

[MENTIONS LÉGALES](#)

[COOKIES](#)

[CGU](#)

[PLAN DU SITE](#)

[INSCRIVEZ-VOUS À NOTRE NEWSLETTER](#)

[RSS](#)

### Suivez-nous

Valeurs actuelles adhère au code de bonne conduite de l'association Fideo, ayant pour but de favoriser la transparence financière ([www.fideo-france.org](http://www.fideo-france.org))

